

Pertinence des aspects sociologiques dans l'étude des processus de morcellement urbain

Wim Blauw

Université Erasmus

Département d'Economie, Sociologie et Psychologie

C.P. 1738

NL - 3000 DR Rotterdam

Pays-Bas

1. Introduction

Dans les années trente, Chicago était la plus grande ville des Etats-Unis et celle dont la croissance était la plus rapide. A l'époque où Al Caponne faisait régner la terreur dans les rues, des étudiants venus de petites localités rurales du mid-west et souvent d'origine européenne étaient envoyés pour observer la communauté urbaine. Ils ont été dépassés par la diversité des schémas culturels des différentes catégories sociales en présence, telles que les juifs vivant dans leurs ghettos, ou les "hobos" dans leur contexte bohémien. Le célèbre sociologue Louis Wirth concluait à partir de ces travaux que la communauté urbaine était "socialement désintégrée" (Wirth 1938). Si au niveau de la cité, on pouvait parler de désintégration sociale, les contacts sociaux entre résidents n'étaient pas si superficiels et si secondaires que Wirth veut bien le laisser entendre. Au niveau du quartier entre les communautés séparées les contacts sociaux étaient de type face-à-face et plutôt primaires (Blauw, 1986 24-26; Morris 1968, 22-25). Le seul remède pour résoudre le problème urbain dénoncé par Wirth semblait être de rétablir un certain ordre social. Mais par ailleurs, en ce qui nous concerne, nous nous sommes familiarisés avec cette "mosaïque urbaine" et avons tendance à accepter cette situation sociale comme caractéristique de la vie citadine.

Le point de vue de Wirth sur la vie sociale urbaine résultait de l'idée que la société devrait être harmonieuse et fondée sur des valeurs de consensus (Smith 1980, 1-48). On peut volontiers reprocher à Wirth cette hérésie. Mais soyons magnanimes envers lui. Le même danger subsiste et nous risquons de nous laisser prendre au même piège. En partant de l'idée de maîtriser les processus de morcellement urbain, on peut se demander s'il doit exister une notion de "cohésion urbaine". Ne s'agit-il pas de quelque chose de comparable à un jugement de valeur dérivé d'idées de responsables des pouvoirs publics qui, dans leur mission d'urbanistes planificateurs, préfèrent l'ordre au désordre, la structuration à l'atomisation? Il est bon de préciser notre définition du problème puisqu'elle influence nos observations et les conclusions qui en découlent.

2. Définition du problème

Quels processus sont-ils considérés comme processus de morcellement urbain et comment peut-on les caractériser? Le morcellement s'observe en comparant des zones à différents niveaux dans l'espace:

- au niveau national il y a le morcellement entre zones en crise opposées aux zones en développement et celui des zones urbaines à population très dense opposé aux zones rurales à très faible densité de population;
- au niveau de la cité, le morcellement se traduit par des quartiers dont la prospérité est croissante et d'autres dont la pauvreté augmente et à l'intérieur de certains quartiers de grands ensembles résidentiels municipaux il manque une cohésion sociale entre les habitants de ces ensembles.

A ce stade, donc, je formule les observations suivantes:

1) l'hypothèse de base qui sous-tend l'idée de morcellement est que l'endroit où réside un ménage ou celui où est implanté une société a son importance. Mais le lieu en soi est-il vraiment ce qui compte? Les distances peuvent être facilement vaincues grâce aux moyens de communication et les conséquences de la vie en promiscuité peuvent être réduites par des mesures physiques d'isolation. En conséquence, on devrait spécifier les cas où la localisation a de l'importance et ceux où elle n'en a pas.

2) Les phénomènes de morcellement observés ne permettent pas de conclure à une inégalité croissante, qui généralement est jugée indésirable par les gouvernements et les citoyens dans les pays européens. Ce que l'on constate, c'est une croissante inégalité de répartition de l'espace des habitations ou des entreprises, ceci du point de vue de leurs revenus ou de leur richesse. Ce processus peut même être accompagné par un accroissement de la richesse, voire même par une répartition beaucoup plus égale des revenus de la population dans son ensemble.

La ségrégation - répartition inégale de la population, en fonction de critères de classes, d'ethnie ou autres critères divers - n'est pas nécessairement, en soi, un problème social (Blauw, 1991). Ce n'est un problème social que si il est défini comme tel par les individus concernés. Cela peut être problématique pour les pouvoirs publics; dans ce cas il faut le considérer comme un problème politique. Les phénomènes de morcellement que nous venons d'évoquer sont cependant considérés comme problématiques par les citoyens impliqués, et particulièrement ceux des couches les plus défavorisées de la population, et par les politiciens et les représentants des pouvoirs publics qui dans le cadre d'une politique d'égalité sociale doivent garantir à leurs administrés l'accès à un minimum souhaitable d'équipements. Un des arguments sous-jacents de cette politique pourra être la prévention de violents conflits entre ceux qui ont et ceux qui n'ont pas et/ou celle de l'invasion des populations pauvres dans les zones plus riches.

3) Ce qui est visible à un niveau donné peut ne pas l'être à un autre. Ainsi il est plausible qu'en raison d'un processus de hiérarchisation, la différence sociale que l'on n'observait avant qu'au niveau des quartiers ne soit désormais constatée qu'au niveau de la ville ou de la région (un exemple intéressant de cette hiérarchisation est le changement du niveau d'analyse des sociologues marxistes: du niveau national au niveau international).

Un autre phénomène de morcellement mentionne les politiques municipales qui fonctionnent au "cas-par-cas" (au lieu de dérouler d'un schéma de planification général). Ce phénomène de morcellement est différent de ceux déjà mentionnés dans la mesure où il ne concerne pas un problème d'espace mais bien un phénomène social, qui est une cause éventuelle du morcellement de l'espace. La conséquence pour l'espace d'une telle politique est une répartition aléatoire des types de constructions. Ce mélange peut

être tout aussi problématique que le mélange d'usines et de quartiers résidentiels durant la première moitié de ce siècle; une situation qui, à l'époque, a été rejetée par les urbanistes fonctionnalistes de la CIAM. Un exemple plus actuel peut être la construction d'un bâtiment public qui engendre beaucoup de trafic dans le périmètre d'un quartier résidentiel ou bien le passage du T.G.V. dans les cours des maisons.

Ce dernier phénomène de morcellement mentionné a trait à l'individualisation de la vie de famille avec ses conséquences pour le logement. Différent des processus de morcellement décrits précédemment, ce phénomène d'individualisation est beaucoup moins susceptible d'être régi par les politiques d'urbanisme car il concerne un processus culturel fondamental et en progression des sociétés occidentales.

Vus les objectifs de nos politiques sociales et étant donnés les processus décrits, que peut-on faire - ou que se passe-t-il déjà - pour remédier à ces problèmes de morcellement?

Il est proposé d'établir des liens entre les pôles développés entre chaque partie fragmentaire, par exemple, entre le général et le particulier, entre le collectif et l'individuel, entre le public et le privé. Ceci postule une certaine connaissance des processus techniques, économiques et sociaux qui sont à la base des phénomènes de morcellement. Le choix du type d'analyse n'est pas sans conséquences pour les orientations politiques. Nous allons le démontrer pour certaines catégories d'analyses sociologiques: le fonctionnalisme, la sociologie critique et le point de vue interprétatif. Nous examinerons également certains développements récents de la théorie sociologique.

3. Le fonctionnalisme

Le terme 'fonctionnalisme' peut prêter un peu à confusion pour une équipe composée d'urbanistes et de sociologues. Pour les urbanistes, ce terme fait référence aux idées du CIAM (Congrès International d'Architecture Moderne) qui plaide pour une séparation spatiale des fonctions urbaines de logement, travail, loisirs et transport. Pour les sociologues fonctionnalistes, comme Parsons et Merton, les fonctions doivent être réalisées pour garantir la continuité d'existence de la société. Selon Parsons il faut distinguer quatre fonctions: le transfert des normes et des valeurs (la fonction sociale), l'adaptation à l'environnement externe (la fonction économique), la réalisation des objectifs (la fonction politique) et l'intégration (la fonction culturelle). Parsons suppose que chacune de ces fonctions doit être réalisée dans des sous-systèmes sociaux distincts. Cette hypothèse permet de conclure que chaque institution ou organisation devrait avoir un certain degré d'autonomie, que l'on peut envisager comme un (sous)-système social caractérisé par l'interdépendance mutuelle de ses éléments constitutifs et une certaine limitation à l'égard de l'environnement. Néanmoins, il faut savoir que l'idée abstraite de système social ne se confond pas aisément avec les organisations concrètes. Un tissu social peut recouvrir les organisations existantes et ce faisant être considéré comme un système social.

Le sociologue Robert Merton (1957) est l'auteur d'une révision intéressante du "fonctionnalisme orthodoxe" des anthropologues sociaux. Il oppose au postulat conservateur implicite que chaque phénomène social à sa propre fonction (et de ce fait est inévitable) le concept d'équivalents fonctionnels: un autre phénomène social, la structure ou l'organisation sociale peut prendre la relève d'une fonction. Appliqué au fonctionnalisme des urbanistes cela signifie qu'une fonction comme la communication, assurée par transport privé, peut être reprise par le transport public et qu'à son tour elle

peut être assurée par la télé-communication. Dans le même ordre d'idées il n'existe aucun argument majeur contre une prise en charge d'activités initialement publiques par les entreprises privées. Il appartient au gouvernement de spécifier dans quelles conditions il faut choisir la solution publique ou privée.

4. Sociologie critique

Ce qui est qualifié ici de sociologie critique concerne cette approche sociologique inaugurée par l'école de Francfort et fondée sur l'analyse marxiste de la société. Ses représentants (Adorno, Horkheimer, Habermas et Marcuse) sont restés fidèles à l'idée d'une société considérée comme fondamentalement coupée en deux classes avec des intérêts antagonistes, ceci bien qu'ils proposent des développements différents. Ce modèle a également été mis en oeuvre par des sociologues non-marxistes, adoptant un autre critère que celui de Marx sur la propriété des moyens de production. Pour eux, le contrôle des moyens de production (Dahrendorf) ou celui des sources d'information (Touraine) constituait un critère plus pertinent. Ces types d'analyses se sont avérés fructueux pour expliquer les processus économiques qui déterminent la répartition dans l'espace des installations productives. Leur adéquation a été accrue par l'utilisation plus fréquente de ce modèle à un niveau international. Les politiques urbaines peuvent être sérieusement contrariées lorsque des développements économiques internationaux affectent les industries locales. Il faut savoir si les développements peuvent être ou non contrôlés. En accords avec Touraine, les développements de "l'industrie informatique" plus particulièrement doivent être analysés pour expliquer les développements inégaux des différentes régions.

Un des points forts de l'école de Francfort est son approche interdisciplinaire et son ouverture aux problèmes sociaux, même si certain de ses écrits sont trop académiques pour être lus par des profanes s'intéressant à ces problèmes. Une des collaborations les plus prometteuses entre disciplines est celle établie entre la sociologie et la psychanalyse, telle que l'a illustré Berndt (1969). Son principal argument est que les architectes et les urbanistes sont beaucoup trop dévoués à l'exécution des ordres de leurs maîtres d'oeuvre (promoteurs, pouvoirs publics, entreprises privées). A cet égard, ils sont "fonctionnels" au sens restrictif du terme: honorant les intérêts de leurs maîtres d'oeuvre (mandants) et négligeant les intérêts fondamentaux des usagers, comme le besoin des hommes de pouvoir s'identifier avec leur environnement architectural.

Comme Marx l'a déjà dit, ce qui compte, ce n'est pas d'interpréter la société, mais de la changer. Seule l'action ("la pratique") peut aboutir à une meilleure compréhension des phénomènes sociaux. En plus d'une perspective eschatologique, postulant qu'à la fin la révolution va améliorer la situation sociale des déshérités, la littérature marxiste a été et est toujours une source d'inspiration pour les groupes d'action dans leur lutte pour la préservation de leur cadre de vie.

5. Approche interprétative

A la différence des deux approches précédentes celle-ci est moins déterministe. La réalité sociale n'est pas le produit de forces extérieures aux acteurs sociaux, mais est considérée comme résultant du processus d'interaction sociale. Les structures, les organisations et les réseaux sociaux ne sont pas considérés comme des "faits", mais comme le fragile résultat d'une interaction sociale. S'il existe un ordre donné, c'est un

"ordre négocié", pour lequel il est nécessaire de négocier encore et toujours. L'interactionisme symbolique domine cette approche. Les interactions entre acteurs sociaux sont pertinentes dans la mesure où elles sont significatives pour d'autres. Le comportement des individus se manifeste par des symboles qui doivent être interprétés par d'autres. Pour interpréter le comportement d'un "acteur" (par exemple son discours), il faut connaître la signification symbolique, en d'autres termes, il faut connaître le code (langage) pour décoder les symboles. Cette approche est particulièrement justifiée dans les processus de communication entre acteurs ayant des origines sociales et culturelles différentes. On peut l'utiliser pour comprendre les malentendus entre architectes se servant de leurs plans comme de codes et les utilisateurs résidents qui ne peuvent lire les significations dans l'espace de ces plans. On peut aussi s'en servir pour la recherche sur les effets de l'environnement architectural, sur le comportement des gens. Dans ce cas s'impose une approche sémiotique dans laquelle les usagers sont supposés interpréter les symboles de l'environnement architectural. Un exemple intéressant de cette approche nous a été donné par Hall, dans sa comparaison des significations des distances dans l'espace fournies par les différentes cultures (Hall 1966).

6. Maîtrise des processus de morcellement

Nous venons d'illustrer l'adéquation de plusieurs approches sociologiques dans l'analyse des phénomènes sociaux qui sont à la base des processus de morcellement. Nous ne pouvions aborder de manière trop spécifique certains processus pratiques de morcellement, puisque notre but était de montrer les alternatives disponibles pour l'analyse des processus d'un point de vue sociologique. Nous en venons donc maintenant à la question: Comment utiliser ces approches pour résoudre les problèmes de morcellement?

Des fonctionnalistes, mais aussi des écologistes humains, comme Wirth, pré-supposent l'unité sociale des sociétés urbaines. Ils semblent surpris d'observer la désintégration sociale ainsi que le manque de liens sociaux. Pour remédier à ce désordre, une planification urbaine totalement rationnelle doit être développée (Smith 1980, 27). La recherche conformément aux idées de l'écologie humaine devrait révéler les indicateurs de problèmes sociaux, fournissant par là même l'information permettant d'adapter la politique urbaine. Mettant en priorité les processus de désintégration au niveau de la ville, la politique urbaine doit, selon Wirth, chercher à développer des plans d'ensemble pour la ville et l'agglomération qui l'entoure. Le niveau de voisinage, au contraire, est considéré comme la forme traditionnelle d'organisation sociale destinée à perdre de sa signification (Smith 1980, 35). La technologie informatique, l'irruption de l'ordinateur dans les méthodes de recherche en sciences sociales ont permis d'aboutir à des types sans cesse plus perfectionnés d'analyses statistiques sans un niveau équivalent de développement des moyens administratifs pour résoudre les problèmes sociaux urbains.

D'après Marx, la solution théorique qui permet de résoudre le problème social de l'exploitation de la classe laborieuse par la classe dominante est la révolution. Des sociologues critiques comme Habermas ont décrit le rôle du pouvoir intervenant dans la lutte des classes en prenant la responsabilité des conséquences indésirables d'un système de production capitaliste. Ainsi le système lui-même n'est pas entravé et une dichotomie subsiste entre ceux qui ont le pouvoir et ceux qui ne l'ont pas. Selon cette approche la cohésion sociale pourrait être réalisée grâce à une répartition égale dans l'espace des moyens de production, des usines, mais aussi des industries de services et

autres commodités. Les spécialistes d'économie politique attireront l'attention sur les processus économiques globaux qui déterminent ces processus spatiaux ne pouvant être influencés que par les politiques supra-nationales et les contre-pouvoirs.

L'approche interprétative n'est pas principalement concernée par la société considérée comme un tout, car elle met l'accent sur les interactions sociales entre individus. Néanmoins, à une échelle plus réduite, elle peut être plus pertinente. Cette approche presuppose au minimum une même "définition de la situation" pour les participants des processus d'interaction sociale. Elle peut, ainsi, montrer que les habitants d'une résidence négligent les espaces communs en raison de définitions différentes de l'espace, par exemple, privé opposé à public, selon leurs différentes appartenances culturelles. Le rôle des pouvoirs publics de ce point de vue ne peut être que restrictif, pour empêcher l'oppression du collectif (institutions) sur les individus. Ce qu'il faut s'efforcer d'atteindre, c'est une meilleure compréhension de la part des représentants de ces pouvoirs publics - la plupart du temps issus de la classe moyenne - à l'égard des origines culturelles des personnes résidant dans les zones à problèmes.

7. Les villes en tant qu'organisations

Pour mieux comprendre la réalité sociale, il est possible d'utiliser des métaphores différentes, comparant la réalité sociale (parties de celle-ci) à des objets concrets. Comparer un département d'université avec un foyer psychiatrique ouvert révèle d'autres aspects de l'intimité de cette communauté que si on le compare avec une usine fabriquant des produits. Il en va de même pour les villes. Elles ont souvent été comparées à des organismes: on pensait qu'elles dépendaient pour leur croissance de leur environnement écologique. Les routes étaient comparées à des artères qui pourraient connaître des lésions. Une métaphore plus récemment utilisée est celle de l'entreprise, de l'organisation industrielle. Dans cette perspective les villes doivent être gérées comme des organisations industrielles ("gestion urbaine"). Celle-ci offre la possibilité de bénéficier des connaissances fournies par les disciplines bien établies comme la psychosociologie des organisations ou l'étude de l'organisation. Mais la métaphore ne fournit pas, en soi, une nouvelle vision des approches sociologiques existantes. Là encore, les mêmes approches peuvent s'appliquer avec leurs mêmes points forts et leurs mêmes points faibles. Néanmoins nous étudions, au paragraphe qui suit, les effets des nouveaux développements des sciences physiques, capables d'aboutir à de nouvelles approches en matière d'études organisationnelles.

La notion d'organisation est toujours relativement vague. Certains universitaires définissent les organisations par le fait caractéristique d'avoir un but commun. Mais même cette caractéristique de base peut être contestée tant d'un point de vue idéologique que sous l'angle des réflexions utopiques du gestionnaire. En fait, les organisations peuvent comporter autant de groupes antagonistes d'intérêts que la société elle-même.

Comme pour les villes, les organisations peuvent être étudiées en adoptant des métaphores différentes (voir par exemple Morgan, 1986). La plupart des métaphores familières sont celles qui considèrent l'organisation comme une machine et/ou comme un organisme. Les agences de planification (urbanistes) nationales ou locales peuvent être considérées comme des bureaucraties, ce qui revient à une variation de la métaphore de la machine, même si la plupart de ces agences sont en pleine mutation/transition. Le caractère/l'origine bureaucratique des agences de planification affectent la manière dont ces fonctionnaires entrent en interaction avec leurs clients. Par exemple, en tant

que bureaucrates ils seront plus enclins à observer à la lettre les réglementations qu'à faire preuve d'un comportement innovateur.

Le fait d'envisager les organisations comme des organismes, comme des systèmes ouverts, amène à porter une attention particulière sur leurs relations avec l'environnement et à le considérer comme étant la source des changements d'organisation. Les structures qui fonctionnent comme des organismes sont plus réceptives aux stimulations de l'environnement et de ce fait beaucoup plus aptes à modifier leur comportement organisationnel. Dans la ville de Rotterdam, on a créé des équipes de projet en vue de programmes de rénovation urbaine qui associent des représentants des deux administrations concernées et des habitants. Ainsi une partie du "contexte du projet" a été intégrée au système.

Les deux métaphores, de l'organisme et de la machine, viennent des sciences physiques. La même chose s'applique à la métaphore du cerveau. Celle-ci est caractérisée par l'idée qu'à l'image des cellules du cerveau, un individu devrait être capable de reprendre la place de tout autre individu dans la fonction qu'il occupe au sein de l'organisation. Ceci parle en faveur d'une organisation fondée sur le principe de la conception holographique, autrement dit le principe de la surabondance des fonctions. Au lieu de pièces de rechange ajoutées à un système, des fonctions supplémentaires sont ajoutées à chacun des éléments, qu'il s'agisse d'unités individuelles ou organisationnelles. Ceci nécessite moins de spécialisation et des connaissances et compétences plus étendues de la part des individus travaillant dans un tel contexte. L'autre conséquence de l'emploi de cette métaphore peut être à la fois une centralisation (dans une "unité de traitement central") et une décentralisation (les terminaux raccordés à un réseau). Nous sommes ici encore près des caractéristiques des cellules du cerveau: la possibilité pour toutes les cellules de communiquer directement entre elles.

A partir des nouveaux développements des sciences physiques, la notion d'auto-organisation (Maturana and Varela 1980) a été introduite dans les sciences sociales (Morgan 1986; Luhmann 1984). Ses caractéristiques sont:

- 1) Selon ce point de vue, les systèmes devraient être considérés comme étant autonomes, s'efforçant de maintenir leur identité en subordonnant les changements extérieurs à la préservation de leur propre organisation. A titre d'illustration de cette idée: les voisnages s'efforceront de conserver leur propre caractère en tentant de contraindre les nouveaux venus à s'adapter à la communauté existante au lieu d'en modifier son caractère spécifique.
- 2) Comme un cerveau, un système n'a pas de point de référence en dehors de lui-même; un système organise son environnement de façon à être une partie de lui-même (self-reference). Les pouvoirs municipaux n'observent, à l'échelle mondiale, que les changements qui ont une certaine signification dans leur propre système de référence. Ainsi, dans les années soixante, les élus de la ville de Rotterdam tenaient à agrandir le plus grand port du monde, négligeant le nombre croissant de citoyens mécontents dans les quartiers résidentiels plus anciens.
- 3) Une troisième caractéristique du système est le type de relations entre ses éléments. On ne le considère pas comme un élément changeant un autre élément individuel, mais comme des éléments s'affectant les uns les autres dans un schéma circulaire: donc modifier l'un des éléments affecte tous les

autres. Les mesures politiques sont souvent conçues pour ne s'appliquer qu'à un élément du système social mais, à la surprise des politiciens, on peut observer aussi parfois d'autres conséquences qui n'étaient pas recherchées. Par exemple, la fermeture d'une usine n'affectera pas seulement la vie des travailleurs mais aura son impact sur toute une communauté. La notion de "structures dissipatives", comme celle utilisée par Ilya Prigogine pour étudier les systèmes chimiques, se réfère à la possibilité de changements aléatoires, non-linéaires dans le système, aboutissant à des nouveaux schémas d'ordre et de stabilité. L'initiative de Frits Phillips de créer une usine d'ampoules dans un petit village au sud des Pays-Bas a eu pour conséquence la croissance rapide de la ville de Eindhoven. Etant donné la densité des réseaux et des moyens de télécommunications à l'échelle mondiale, on peut obtenir des résultats analogues beaucoup plus rapidement et à beaucoup plus grande échelle.

Une autre manière d'expliquer les changements à grande échelle vient de la nature du système Dynamica (appliquée dans le rapport 'Les Limites de la Croissance' du Club de Rome). Il a été démontré (Maruyama, 1982) que les changements ne résultent pas d'un simple facteur causal unique mais d'un "déclic" initial ou d'un incident provoquant des changements exponentiels qui aboutissent à une nouvelle forme de stabilisation du système. Cela signifie que les mutations aléatoires et les événements accidentels, dans des circonstances favorables, engendrent des processus ouverts (open-ended) d'auto-organisation. Citons à titre d'exemple, la croissance rapide "incroyable" des villes-champignons dans les zones désertiques comme celle de Phoenix, Arizona aux U.S.A.

8. Conclusion

Les deux approches, fonctionnaliste et marxiste critique, sont plutôt déterministes dans leurs explications du comportement humain et suggèrent que l'intervention des pouvoirs publics dans la planification urbaine peut contrarier le processus de morcellement urbain. L'approche interprétative est plus volontariste. Son importance est d'attirer l'attention du pouvoir sur les différences culturelles à maîtriser. Le fait de considérer les villes comme des organisations s'avère être une métaphore utile, en particulier lorsqu'elle est combinée avec d'autres métaphores dans les études d'organisation et fondée sur les nouvelles données des sciences physiques.

BIBLIOGRAPHY

- BERNDT, H. (1969), *Ist der Funktionalismus eine Funktionale Architektur?*, *Architektur als Ideologie* (Berndt, H. & Lorenzer, A., Eds.) (Suhrkamp, Frankfurt am Main).
- BLAUW, W. (1986), "Suburbanisatie en sociale contacten" (KNAG / Erasmus Universiteit, Amsterdam / Rotterdam).
- BLAUW, W. (1991), Conclusion, *Urban Housing Segregation in Western Europe and the United States* (Huttman, E.D. & Blauw, W. & Saltman, J., Eds.) (Duke University Press, Durham, N.C.), 391-402.
- HALL, E.T. (1966), "The Hidden Dimension" (Anchor Books, New York).
- LUHMANN, N. (1984), "Sozial Systeme, Grundrisz einer allgemeinen Theorie" (Suhrkamp, Frankfurt am Main).
- MAYURAMA, M. (1982), *Mindscapes, Management, Business Policy and Public Policy*, *Academy of Management Review*, (1982) 7, 612-619.
- MATURANA, H. & VARELA, F.C. (1980), "Autopoiesis and Recognition" (Reidel, London).
- MERTON, R.K. (1957), "Social Theory and Social Structure" (Free Press, New York).

- MORGAN, G. (1986), "Images and Organization" (Sage, Beverly Hills).
- MORRIS, R.N. (1974), "Urban Sociology" (Prager, New York, Washington).
- SMITH, M.P. (1980), "The City and Social Theory" (Basil Blackwell, Oxford).
- WIRTH, L. (1938), Urbanism as a Way of Life, *American Journal of Sociology*, 44 (1938) 7, 1-24.